



Bruxelles, le 30.11.2016
C(2016) 7847 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

**relative au programme d'action annuel 2016 – partie 2 en faveur du Maroc à financer
sur le budget général de l'Union**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 30.11.2016

relative au programme d'action annuel 2016 – partie 2 en faveur du Maroc à financer sur le budget général de l'Union

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union pour le financement de l'action extérieure¹, et notamment son article 2(1),

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil², et notamment son article 84(2),

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté pour le Maroc un cadre stratégique unique pour la période 2014 –2017³ (Cadre Unique d'Appui (CUA) 2014-2017)³, qui se fixe les deux objectifs majeurs suivants: 1/ renforcer la démocratie et la gouvernance politique, économique et sociale et 2/ promouvoir une croissance durable et inclusive en faveur du développement humain. Par ailleurs le CUA 2014-2017 prévoit une fourchette de 20% de son total indicatif⁴ au titre de l'appui complémentaire au Plan d'action à l'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) et à la société civile.
- (2) Le programme d'action annuel 2016 financé au titre du règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage⁵ vise ainsi à appuyer les politiques migratoires et de protection sociale du royaume du Maroc ainsi qu'à consolider le rôle de la société civile ainsi qu'à développer ses espaces de collaboration avec les acteurs institutionnels.
- (3) Dans le cadre du second objectif du CUA 2014-2017 la Commission a adopté le 9 octobre 2015 la partie 1 du programme d'action annuel 2016 visant à appuyer la réforme du dispositif de formation professionnelle⁶.
- (4) Dans le cadre des deux objectifs du CUA 2014-2017, dans le respect de la fourchette susmentionnée, et en vue de mettre en œuvre la feuille de route pour l'engagement de la société civile au Maroc⁷ l'action intitulée " Programme d'appui à la Société Civile au Maroc" au titre du programme d'action annuel 2016 (partie 2) vise à renforcer la contribution effective des organisations de la société civile marocaine à la

¹ JO L 77, 15.3.2014, p. 95.

² JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

³ C(2014) 5092 du 23.7.2014.

⁴ CUA 2014-2017, p. 8.

⁵ JO L 77/27, 15.3.2014.

⁶ C(2015)6983 du 09.10.2015 fixant une contribution financière de 15 millions d'euros au titre du budget général de l'Union pour 2016.

⁷ Feuille de route pour l'engagement de l'UE envers la société civile au Maroc (2015-2017) adoptée par l'UE et 8 Etats Membres, avril 2015.

consolidation de l'Etat de droit, à la démocratisation et au développement socio-économique du Maroc. Les objectifs spécifiques de l'action consistent à: 1/ améliorer l'environnement institutionnel et légal des organisations de la société civile marocaine; 2/ promouvoir le rôle et la participation de la société civile marocaine dans les processus de définition et de suivi des politiques publiques et dans le développement local; 3/ renforcer l'impact du partenariat UE-Maroc. Cette action sera mise en œuvre au travers de subventions par appel à propositions et passation de marchés de service (gestion directe) ainsi qu'en gestion indirecte avec un Etat-Membre.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁸.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe (section 5.2.1).
- (7) La Commission peut confier des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.
- (9) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente décision», afin de garantir que toute modification de ce type puisse être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité de l'instrument européen de voisinage institué par l'article 15 de l'instrument de financement visé au considérant 2.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La mesure constituée par le programme d'action annuel 2016 (partie 2) en faveur du Maroc, présentée en annexe est adoptée :

La mesure consiste en l'action suivante:

- Annexe : Programme d'appui la Société Civile au Maroc.

⁸ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre du présent programme est fixée à 15 millions d'euros et est financée sur la ligne budgétaire 22.04.01.01 au titre du budget général de l'Union pour 2016.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Les tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées aux annexes, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

La section "Mise en œuvre" de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 millions d'euros maximum n'excédant pas 20% de la contribution visée à l'article 2 premier alinéa, considérant chaque exercice séparément, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n°1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter des modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 30.11.2016

Par la Commission
Johannes HAHN
Membre de la Commission